**Projet de questionnaire**

**35e Rapport semestriel de la COSAC**

|  |
| --- |
| **Nom du parlement ou de la chambre:**  **Contact:**  **Tél.:**  **Courrier électronique:** |

[**Sommaire Chapitre 1: Plan d’action pour la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux**](https://drive.google.com/file/d/1YWJNZhbkNi-hy2NmYzBymmi-ysYiaeFG/view)

###### Questions:

1.En janvier 2020, trois ans après la proclamation du socle européen des droits sociaux (SEDS, 2017), la Commission européenne a lancé un vaste débat au niveau de l’UE avec toutes les parties prenantes, institutions et société civile, sur l’action future nécessaire à la mise en œuvre du socle ([UNE EUROPE SOCIALE FORTE POUR DES TRANSITIONS JUSTES (2020)14](https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200014.do?appLng=FR#dossier-COM20200014) final). Cette consultation a duré jusqu’au 30 novembre 2020.

***Votre parlement/chambre a-t-il/elle contribué ou participé à cette consultation ?***

*- Oui*

*- Non*

***2. Dans l’affirmative, veuillez rédiger un bref résumé des principaux résultats/conclusions (maximum 500 caractères).***

***3. De l’avis de votre parlement/chambre, quels devraient être les principaux domaines prioritaires du plan d’action pour la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux ? Veuillez inscrire jusqu’à cinq de la liste ci-dessous (les 20 principes du SEDS):***

* 1. L’éducation, la formation et l’apprentissage tout au long de la vie
* 2. L’égalité entre les femmes et les hommes
* 3. L’égalité des chances
* 4. Le soutien actif à l’emploi
* 5. Un emploi sûr et adaptable
* 6. Les salaires
* 7. Des informations sur les conditions d’emploi et une protection en cas de licenciement
* 8. Le dialogue social et la participation des travailleurs
* 9. L’équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée
* 10. Un environnement de travail sain, sûr et bien adapté et la protection des données
* 11. Des services de garde d’enfants et d’aide aux enfants
* 12. La protection sociale
* 13. Les prestations de chômage
* 14. Le revenu minimum
* 15. Les revenus et pensions de vieillesse
* 16. Soins de santé
* 17. L’inclusion des personnes handicapées
* 18. Les soins de longue durée
* 19. Le Logement et l’aide aux sans-abri
* 20. L’accès aux services essentiels

Le socle européen des droits sociaux est accompagné d’un «[Tableau de Bord Social](https://composite-indicators.jrc.ec.europa.eu/social-scoreboard/#socialdimensions) » qui suit sa mise en œuvre, accompagne les tendances et les performances dans 12 domaines dans les pays de l’UE et soutient le semestre européen de coordination de la politique économique.

Depuis 2018, le [rapport conjoint sur l’emploi](https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&furtherNews=yes&newsId=9834) (RCE) du semestre européen présente le tableau de bord social qui suit les performances des États membres en ce qui concerne le [socle européen des droits sociaux](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/economy-works-people/deeper-and-fairer-economic-and-monetary-union/european-pillar-social-rights_fr).

4. Au cours du semestre européen 2021, qui présentait des caractéristiques exceptionnelles, le rapport conjoint sur l’emploi visait également à aider les États membres à identifier les domaines prioritaires de réforme et d’investissement à inclure dans leurs plans de reprise et de résilience. ***Votre parlement/chambre a-t-il/elle adopté un rapport ou une résolution sur le semestre européen qui aborderait ces domaines prioritaires ?***

*- Oui*

*- Non*

***5. Dans l’affirmative, veuillez préciser (500 caractères maximum).***

6.Le sommet social, qui se tiendra les 7 et 8 mai 2021 à Porto, vise à adopter une déclaration politique qui donnera une impulsion politique à la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et de son plan d’action et servira de cadre stratégique pour une Europe sociale durable, juste et inclusive jusqu’en 2030. Les priorités de la présidence portugaise s’articulent autour de trois axes : ***i) L’avenir du travail et le travail décent ; ii) la cohésion sociale et les droits sociaux ; et iii) l’égalité et la non-discrimination.***

***De l’avis de votre parlement/chambre, quels devrait être les principaux domaines couverts par cet agenda (veuillez choisir les cinq domaines les plus pertinents dans la liste suivante):***

* Directive relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne
* Renforcement de la garantie pour la jeunesse
* Conditions de travail décentes, droits dans l’économie numérique et conditions et normes minimales pour un télétravail équitable
* L’avenir du travail – travail à distance, défis, risques et opportunités
* Débat sur de nouvelles formes de dialogue social et de négociation collective
* Santé et sécurité au travail:
* Directive sur les agents cancérigènes ou mutagènes
* Cadre stratégique de l’UE pour la sécurité et la santé au travail
* Promotion des droits et du bien-être des enfants: recommandation sur la garantie pour l’enfance
* Protection des personnes âgées: vieillissement dans les politiques publiques
* Donner aux personnes handicapées le pouvoir d’exercer leurs droits et leur participation : une nouvelle stratégie européenne en faveur des personnes handicapées
* Promouvoir l’inclusion des sans-abri: lancement de la plate-forme européenne sur les sans-abri
* Promouvoir l’égalité entre les femmes et les hommes: conclusions du Conseil sur l’impact du COVID-19 sur l’égalité entre les hommes et les femmes
* Combattre l’écart de rémunération entre les femmes et les hommes: mesures de transparence salariale
* Équilibre entre les hommes et les femmes dans les cadres des entreprises
* Promouvoir l’inclusion des Roms: recommandation sur l'égalité, l'intégration et la participation des Roms
* Promouvoir l’égalité des LGBTIQ: stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ 2020-2025

7. Si vous souhaitez fournir des renseignements supplémentaires sur le chapitre 1, veuillez le faire ci-dessous:

[**Sommaire Chapitre 2: Stratégies UE-Afrique**](https://drive.google.com/file/d/1MNoK0P_yRO5WttJLL3SAXNfXhPDDcDui/view)

###### Questions:

***1. Lequel des éléments suivants votre Parlement / Chambre a-t-il discuté***

* *L’accord de Cotonou*
* *La stratégie commune Afrique-UE*
* *La stratégie régionale pour la Corne de l'Afrique*
* *La stratégie régionale pour le golfe de Guinée*
* *La stratégie régionale pour le Sahel*
* *Toutes ces réponses*
* *Aucune de ces réponses*

***2. Votre parlement/chambre a-t-il/elle adopté une position, un avis ou une résolution sur ces stratégies/accords ?***

*- Oui*

*- Non*

***3. Dans l’affirmative, décrivez brièvement ses principales conclusions (500 caractères maximum).***

4. En mars 2020, la Commission européenne et le Service européen pour l’action extérieure (SEAE) ont présenté la [communication commune «Vers une stratégie globale pour l’Afrique»](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020JC0004&from=FR).

***Comment votre Parlement / Chambre classerait-il ces cinq tendances mondiales clés à développer entre l’UE et l’Afrique? (du très important au pas important)***

*- Partenariat pour une transition verte et l’accès à l’énergie ;*

*- Partenariat pour la transformation numérique ;*

*- Partenariat pour une croissance et des emplois durables ;*

*- Partenariat pour la paix et la gouvernance ;*

*- Partenariat en matière de migration et de mobilité.*

###### 5. La dimension parlementaire de la présidence portugaise organisera, en juin, une conférence sur le rôle des parlements dans l’approfondissement des relations UE-Afrique. *De l'avis de votre Parlement/Chambre, quels autres formats formels ou informels, pour discuter du partenariat et approfondir les relations entre l'UE et l'Afrique, pourraient être développés?*

*6*. Si vous souhaitez fournir des renseignements supplémentaires sur le chapitre 2, veuillez le faire ci-dessous :

[**Sommaire Chapitre 3: Next Generation EU : examen des plans nationaux de reprise et de résilience – implications pour le semestre européen**](https://drive.google.com/file/d/1HQM85mR6wgSTc3kTsCslDVMs8eUQvTTh/view)

###### Questions :

***1. Veuillez indiquer dans la liste suivante, laquelle de votre Parlement / Chambre a examiné et adopté des positions sur :***

* le [Next Generation EU (COM(2020) 456 final)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52020DC0014)
* la [Facilité pour la reprise et la résilience (COM/2020/408 final)](https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2020/FR/COM-2020-408-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF)
* la[proposition modifiée de DÉCISION DU CONSEIL relative au système des ressources propres de l’Union européenne (COM(2020) 445 final)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020PC0445&from=EN)

***2. Veuillez présenter les principales conclusions et la(les) résolution(s) adoptée(s) (500 caractères maximum).***

Les États membres élaborent des plans de reprise et de résilience qui définissent un ensemble cohérent de réformes et de projets d’investissement public. Pour bénéficier du soutien de la facilité, ces réformes et investissements doivent être mis en œuvre d’ici à 2026.

Les plans devraient relever efficacement les défis identifiés au cours du [semestre européen](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-economic-governance-monitoring-prevention-correction/european-semester_fr), en particulier les [recommandations par pays](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-economic-governance-monitoring-prevention-correction/european-semester/european-semester-timeline/eu-country-specific-recommendations_fr) adoptées par le Conseil. Chaque plan devrait contribuer aux quatre dimensions définies dans la [stratégie annuelle 2021 pour une croissance durable](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52020DC0575), qui a lancé le cycle du semestre européen de cette année : La durabilité environnementale, la productivité, l’équité et la stabilité macroéconomique.

***3. Quand le projet de plan de reprise et de résilience a-t-il été présenté par le gouvernement à votre parlement/chambre:***

* *Avant l’adoption du projet de plan par le gouvernement ?*
* *Après l’adoption du projet de plan par le gouvernement, mais avant sa présentation aux institutions européennes ?*
* *Après la soumission du projet de plan aux institutions européennes ?*
* *Autres. Veuillez préciser.*

***4. Votre parlement/chambre a-t-il/elle participé à l’élaboration du plan ?***

*- Oui*

*- Non*

***5. Dans l'affirmative, comment ? (500 caractères maximum)***

***6. Au cas où le plan n’a pas été présenté au parlement/chambre à un stade quelconque, a-t-il un eu lieu examen (par exemple, auditions des ministres concernés, audition des parties intéressées, etc.) ?***

*- Oui*

*- Non*

***7. Votre parlement/chambre a-t-il/elle adopté une résolution/avis sur le plan ?***

*- Oui*

*- Non*

***8. Veuillez partager les conclusions et/ou les résolutions pertinentes adoptées (maximum 500 caractères).***

***9. De l’avis de votre parlement/chambre, quels, de ce qui suit, devraient être les domaines prioritaires des plans nationaux pour la reprise et la résilience découlant du règlement de la*** [***facilité pour la reprise et la résilience***](https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14310-2020-INIT/en/pdf) ***(considérant le 6 bis)? Veuillez classer par ordre de priorité***

*i) La transition verte ;*

*ii) La transition numérique ;*

*iii) Les emplois et une croissance intelligents, durables et inclusifs ;*

*iv) La cohésion sociale et territoriale ;*

*v) La santé et la résilience ;*

*vi) Les politiques pour la prochaine génération, enfants et jeunes, y compris en matière d'éducation et de compétences.*

***10. Quelles structures de gouvernance votre parlement va-t-il mettre en place pour surveiller la mise en œuvre des plans nationaux de reprise et de résilience ?***

* *Examen par l’intermédiaire des commissions permanentes existantes ;*
* *Une commission parlementaire ad hoc à cette fin ;*
* *Une unité technique ayant accès à des données statistiques sur la mise en œuvre (par exemple : Cabinets budgétaires parlementaires) ?*
* *Les modifications du règlement visant à inclure le nouveau cadre du semestre européen ;*
* *Autres. Veuillez préciser.*

*11.* Si le contrôle sera effectué par le biais de commissions permanentes existantes, veuillez préciser lesquelles (par exemple, commission des affaires européennes, commission des affaires économiques, commission du budget et des finances, etc.)

12.Si vous souhaitez fournir des renseignements supplémentaires sur le chapitre 3, veuillez le faire ci-dessous:

[**Sommaire Chapitre 4: Conférence sur l’avenir de l’Europe**](https://drive.google.com/file/d/1QM9C-vrQPXfpyL6rmdb9jJD3kolnDmO4/view)

**Questions :**

***1. Votre parlement/chambre a-t-il/elle récemment adopté un avis sur la Conférence sur l’avenir de l’Europe, notamment pour tenir compte de l’impact de la pandémie COVID-19 sur la portée, la structure et les objectifs de cette Conférence ?***

*- Oui*

*- Non*

***2. Dans l'affirmative, veuillez référer les principaux aspects (maximum 500 caractères)***

***3. Votre Parlement/Chambre a-t-elle déjà élaboré/approuvé un plan d’activité pour donner forme aux débats au niveau national ?***

*- Oui*

*- Non*

***4. Dans l’affirmative, veuillez donner des exemples des activités prévues (par exemple : auditions des commissions avec les parties intéressées, échanges numériques avec des groupes cibles tels que les jeunes, etc.).***

***5. De l’avis de votre parlement/chambre, quelles activités doivent être considérées comme prioritaires ? (Veuillez les énumérer selon votre ordre de préférence) :***

*- Des discussions plénières de haut niveau entre les institutions ;*

*- Des débats avec la société civile ;*

*- La consultation des citoyens et de la société civile ;*

*- Un contact proactif du parlement avec les parties prenantes, en demandant des contributions dans des domaines politiques spécifiques jugés pertinents pour l’avenir de l’Europe ;*

*6. Autres. Veuillez préciser.*

***7. Votre parlement/chambre a-t-il/elle déjà eu des expériences de ce type d’implication auprès de la société civile par le biais d’une participation à distance ?***

* *Oui*
* *Non*

***8. Dans l’affirmative, veuillez donner des exemples.***

***9. Quels domaines politiques, s’il en existe, votre parlement/chambre estime-t-il/elle les plus pertinents pour être abordés par la Conférence ?*** ***(il est possible de choisir plus d'une option)***

* *La santé;*
* *L’Europe sociale;*
* *Le pacte vert pour l’Europe : une transition climatique juste;*
* *La transition numérique;*
* *Les jeunes, l'emploi et les compétences pour une transition équitable;*
* *Le rôle de l’UE dans le monde;*
* *La migration et l’asile;*
* *L’égalité et la non-discrimination;*
* *Autres. Veuillez préciser.*

***10. Quelles questions institutionnelles, s’il en existe, votre parlement/chambre estime les plus pertinentes pour être abordées par la Conférence (veuillez en indiquer trois) :***

* *Les protocoles sur le rôle des parlements nationaux et sur la subsidiarité/proportionnalité et les autres dispositions du traité sur les parlements nationaux ;*
* *Les dispositions relatives à la désignation du président de la Commission européenne ;*
* *Le système électoral du Parlement européen (par exemple : listes transnationales) ;*
* *Le vote à la majorité qualifiée dans de nouveaux domaines politiques. Veuillez préciser lesquels*

***De l’avis de votre parlement/chambre, il serait bénéfique :***

*11. Organiser des groupes de travail thématiques autour de questions politiques/institutionnelles spécifiques, semblables à la structure en vigueur pour la Convention européenne?*

*- Oui*

*- Non*

*- Aucun avis*

*12. Prévoir la possibilité de prolonger la durée de la conférence jusqu’en 2023, compte tenu du démarrage tardif de ses travaux?*

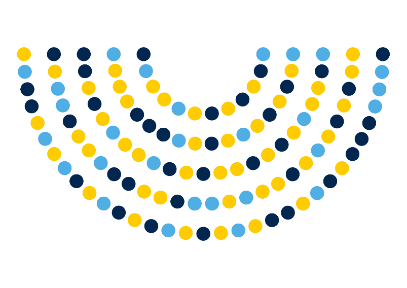
*- Oui*

*- Non*

*- Aucun avis*

***13. Quel rôle votre parlement/chambre estime-t-il que la COSAC devrait jouer dans ce cadre ?***

* *Uniquement une plateforme permettant aux membres de la Conférence de rendre compte de l’avancement de leurs travaux ;*
* *L'occasion d'examiner les travaux de la Conférence au fur et à mesure qu'ils avancent et d'adopter des positions communes, le cas échéant ;*
* *Un lieu pour recevoir des informations et des contributions des membres de la Conférence, de la Commission européenne et des experts compétents ;*
* *Autres. Veuillez préciser les suggestions ou initiatives que la COSAC devrait promouvoir pour suivre les travaux de la Conférence.*

14. Si vous souhaitez fournir des renseignements supplémentaires sur le chapitre 4, veuillez le faire ci-dessous: